

CTL du 16 avril 2015

Madame la Présidente,

Notre Direction Générale aux ordres des gouvernements successifs poursuit sa méthodique et consciencieuse destruction de notre administration. Le climat est plus que morose dans les services.

Depuis des années, **F.O.**-DGFIP dénonce les suppressions d'emplois et les restrictions budgétaires qui mettent en péril l'exercice des missions et la continuité du service public, tout en dégradant les conditions de travail des personnels.

Aujourd'hui, force est de constater que c'est l'administration qui met elle-même en place les conditions d'une restriction de l'offre de service à l'utilisateur, espérant ainsi le "*désintoxiquer*", selon les propres termes de la Direction Générale, de l'accueil physique. Qu'est-ce qu'un service public s'il n'est pas au service du public ?

Alors même que la fusion, dont les personnels n'étaient pas demandeurs, a été mise en place dans le but affiché d'une amélioration du service au contribuable et à l'utilisateur, de telles réductions d'ouverture au public témoignent désormais d'un véritable aveu d'échec de la fusion DGI/DGCP.

De fait, l'administration se trouve dans l'incapacité de tenir ses propres engagements et n'a rien d'autre à proposer que des fermetures partielles afin de soulager les personnels qui n'en peuvent plus d'exercer leur mission de service public dans un contexte toujours plus pénible.

**F.O.**-DGFIP considère que ces nouveaux horaires de fermeture ne constituent qu'un traitement symptomatique, un palliatif administré pour endiguer le ras-le-bol des collègues et assurer l'essentiel de nos missions avec les moyens qui nous restent.

Mais tant que des emplois continueront de disparaître, le réseau continuera à être menacé puis démantelé, comme le prévoit la Démarche Stratégique.

Ainsi, par l'appauvrissement de l'état et la casse du service public, la Direction contribue à la montée inexorable du chômage en supprimant des milliers d'emplois et en restructurant. Une fois le mal fait, il est impossible de revenir en arrière et les conséquences sont immédiates pour les agents : moins de structures, c'est moins d'agents et par glissement une réduction des possibilités d'évolution de carrière pour l'ensemble des cadres des Finances Publiques, C, B et A.

Après une mise en place restrictive de la circulaire sur les ZUS, et pour renforcer la pression sur les agents, la Direction Générale a décidé après des années de blocage des traitements, de supprimer la prime d'intéressement collectif après une diminution sensible non justifiée en 2014.

Nouvelle attaque, nouveau hold-up sur les rémunérations des fonctionnaires, par leur Ministre cette fois, avec sa décision de supprimer l'indemnité de compensation de la CSG. Cette décision est proprement **scandaleuse**. Elle démontre l'absence de considération pour les agents auxquels on demande toujours plus et elle leur confère un sentiment d'injustice, d'abandon et dégoût.

Ce gouvernement, cette Direction Générale se gargarisent de dialogue social, de transparence, et s'assoient allègrement dessus.

**F.O.**-DGFIP porte d'autres ambitions pour le service public et considère que la solution réside dans des moyens budgétaires à la hauteur des enjeux, en termes d'effectifs, de moyens de fonctionnement et de rémunérations.

Pour **FO**, il n'y a pas de République  
sans Service Public.

Les élus **F.O.**-DGFIP